

Jeremy Corbyn et son vélo se rendant à un meeting le 9 août 2015. © Reuters

Les élections pour désigner le prochain leader du parti travailliste devraient consacrer la victoire du candidat le plus à gauche depuis deux décennies. Est-ce un signe pour le reste des partis progressistes européens ?

Il y a deux mois, Jeremy Corbyn, 66 ans, n'était pas vraiment partant pour se présenter à la direction du parti travailliste britannique. Certains de ses collègues députés ont dû lui forcer la main pour qu'il dépose sa candidature, afin que l'aile gauche du parti soit représentée dans les débats devant déboucher sur un nouveau leader pour succéder à Ed Miliband, démissionnaire après sa défaite en mai 2015. Une fois convaincu, Corbyn a eu du mal à recueillir les parrainages de 35 députés pour entrer dans la course, qui devait se résumer pour lui à une candidature « *de témoignage* ».

Mais voilà que, deux mois plus tard, alors que le processus (long et compliqué) de vote des militants et dirigeants travaillistes s'ouvre vendredi 14 août 2015, Jeremy Corbyn surfe en tête des sondages. Selon le dernier pointage effectué par l'institut de sondages YouGov, il écrase même ses trois concurrents, avec 53 % des intentions de vote (contre 21 %, 18 % et 8 % respectivement pour ses trois rivaux Andy Burnham, Yvette Cooper et Liz Kendall). Pour Richard Seymour, un économiste ouvertement de gauche, « *il faudrait que les sondages se trompent comme jamais, ou alors qu'il y ait une manipulation du scrutin, pour que Jeremy Corbyn ne devienne pas le prochain leader du parti travailliste* ». Il faudra attendre le 12 septembre 2015 pour connaître le résultat de la votation interne mais, selon le patron de l'institut de sondage YouGov, il n'y a guère d'incertitude sur le dénouement : « *Je serai personnellement stupéfait si Corbyn ne gagne pas* », a-t-il confié au *New Statesman*.

Ce qui s'est passé durant ces deux mois en Grande-Bretagne souligne un bouleversement majeur pour le parti travailliste, qui est également représentatif de ce qui se déroule ailleurs au sein de la gauche en Europe et dans les Amériques.

Le barbu Jeremy Corbyn a tous les attributs du vieux militant travailliste qu'il est. Élu au Parlement depuis 1983 dans la circonscription d'Islington North (Londres), un vaste quartier tiraillé entre extrême pauvreté et embourgeoisement galopant, il s'identifie à l'*old labour*, c'est-à-dire au parti avant les profonds changements impulsés en son sein par Tony Blair et Gordon Brown dans les années 1990 et 2000 : il est anti-nucléaire, pro-palestinien, pro-syndicats, sceptique par rapport à l'OTAN, en faveur des nationalisations et d'un rôle accru du gouvernement dans l'économie. La presse de droite et de centre-gauche britannique se moque de lui et le vilipende comme un dinosaure d'une autre époque, à la manière de *The Economist* qui se plaît à le traiter de « *conservateur* », lui reprochant, insulte suprême, d'être « *ennuyeux* ».

Pour Philippe Marlière, professeur de sciences politiques à l'Université College of London (et blogueur sur Mediapart), « *Corbyn appartient à l'aile gauche du parti travailliste, il n'hésite pas à parler des vieux combats du parti (contre les banques ou les multinationales) et à faire preuve d'idéalisme. Mais son programme est néo-keynésien : il est partisan d'une économie mixte mais il n'est pas accroché aux années 1970 comme on le lui reproche. Par ailleurs, sur les questions sociétales comme le mariage homosexuel par exemple, il est bien plus à gauche que beaucoup de travaillistes* ». Ses adversaires, de droite comme de gauche, l'ont accusé de vouloir réintroduire la fameuse Clause IV des statuts du parti travailliste qui prévoyait « *la*

propriété commune des moyens de production, de distribution et d'énergie » et qui avait été supprimée par Tony Blair en 1995. Corbyn l'a fermement démenti.

Par contre, il a proposé de re-nationaliser les chemins de fer (qui fonctionnent très mal depuis leur privatisation) et de retourner à l'éducation publique une partie des crédits qui sont aujourd'hui dévolus à l'enseignement privé. Des mesures pas si révolutionnaires que cela, puisque la première d'entre elles a finalement été reprise par son principal rival Andy Burnham. Pour l'économiste Richard Seymour, « *les positions de Corbyn ne paraissent radicales qu'au regard des politiques néolibérales de ces trente dernières années* ». Ou, comme l'a raconté une jeune supportrice de Corbyn à un reporter du *Guardian* : « *Les gens disent que c'est un vieux gauchiste ou un vieux marxiste, mais pour ma génération, ses idées nous paraissent assez neuves : la re-nationalisation des chemins de fer ou des entreprises énergétiques, la gratuité de l'université, la volonté de dépenser plus d'argent sur les infrastructures...* »

Le succès actuel de Jeremy Corbyn, en dépit de son côté austère et de son manque de charisme lors de ses interventions publiques, repose sur une conjonction de facteurs :

• **Un effet générationnel et mobilisateur** : il y a beaucoup de jeunes parmi les soutiens de Corbyn. Ce sont de nouveaux électeurs ou des gens qui se désintéressaient de la politique parce qu'elle ne leur parlait pas. Pour Richard Seymour, « *les jeunes n'ont pas connu les batailles très dures des années 1980 et 1990 contre les conservateurs et sur la direction du parti travailliste. Ils sont donc bien moins sensibles que leurs aînés aux arguments expliquant que la seule façon pour la gauche d'accéder au pouvoir est de se rapprocher de la droite* ». Même si beaucoup de jeunes soutiennent le député d'Islington, il y a également des militants plus âgés, qui avaient déserté le parti travailliste sous Blair et qui reviennent aujourd'hui. « *Dans un contexte de démobilisation de la société britannique où l'on ne parle que d'austérité et où la croissance demeure faible, même si elle est plus élevée qu'en France, Corbyn est le seul à tenir un discours optimiste qui donne envie de se mobiliser* », analyse Philippe Marlière.

• **Rejet du blairisme** : la conclusion la plus répandue dans les médias britanniques après la défaite du *Labour* lors des législatives de mai 2015 était qu'Ed Miliband avait trop tiré le parti vers la gauche et qu'il avait par conséquent été laminé par les conservateurs de David Cameron. Mais cette analyse n'a pas du tout convaincu les électeurs et les militants de gauche qui, au contraire, ont eu le sentiment qu'on ne leur avait offert le choix qu'entre l'austérité à la mode *Tories* et l'austérité à la mode *Labour*. Par ailleurs, comme l'explique Renaud Thillaye, le directeur adjoint du centre de réflexion Policy Network, « *le raz-de-marée du Scottish National Party en Écosse [qui a remporté 56 des 59 sièges de la région] ne s'expliquait pas uniquement par des raisons "indépendantistes". Le SNP, qui avait mené une campagne résolument anti-austérité, a attiré les voix des travaillistes déçus* ».

« **Que Corbyn soit élu ou pas à la tête des travaillistes aura une incidence importante** »

« *Une grande partie de la base du Labour n'a pas digéré la période Blair-Brown* », ajoute le chercheur. La droitisation du parti sur les questions économiques et le soutien à la guerre en Irak ne sont toujours pas passés auprès des militants, notamment les syndicalistes qui comptent toujours beaucoup au sein du parti. Aujourd'hui, les blairistes poussent des cris d'alarme à l'idée que Corbyn puisse prendre la tête du parti (ici l'ancien *spin doctor* Alastair Campbell qui pronostique que le *Labour* sera fini si Corbyn gagne, ou Tony Blair lui-même

qui avertit : « *Même si vous me détestez, ne précipitez pas le parti travailliste du haut de la falaise* ». Mais, comme le notent plusieurs commentateurs, ces admonestations semblent plutôt avoir l'effet inverse et renforcent Corbyn. « *Le parti travailliste est aujourd'hui très volatil* », souligne Florence Faucher, chercheuse au Centre d'études européennes de Sciences-Po, et auteur d'un livre sur le *New Labour*. « *Il y a une surmobilisation de ceux qui entrevoient la possibilité de ré-ancrer le parti à gauche avec Corbyn, ainsi qu'un rejet des élites du parti. Cela rappelle à quel point Blair a été perçu comme trahissant le Labour.* »

• **Un mode de scrutin nouveau** : pour la première fois, les travaillistes ont ouvert l'élection de leur leader par l'intermédiaire d'un scrutin qui ressemble à celui des primaires socialistes françaises de 2006. Pour trois livres sterling (4,2 euros) n'importe qui a pu s'enregistrer comme supporteur du Labour ou des syndicats et participer à l'élection. Cela a produit un afflux de nouveaux adhérents (300 000 de plus sur un total de 610 000), qui bénéficie en grande partie à Corbyn, notamment du fait que les deux grandes centrales syndicales, Unite et Unison, lui ont apporté leur soutien. « *Comme beaucoup de partis en Europe, les travaillistes ont ouvert leur élection interne en pensant que cela favoriserait les personnalités les moins radicales* », rappelle Florence Faucher. « *Corbyn a montré le contraire !* » Il a également bénéficié du fait que ses trois adversaires semblent pour l'essentiel interchangeable. Ce sont des notables du parti qui défendent peu ou prou la ligne Blair-Brown.

• **La personnalité** : au sein d'un *Labour* dominé depuis deux décennies par les communicants et les ambitieux, Jeremy Corbyn est une figure rafraîchissante. Il n'a jamais occupé d'autre poste de responsabilités que son siège de député, « *il n'a pas d'ego* » selon ses collègues, et il est fidèle à ses principes (il a voté au Parlement plus de 500 fois contre les consignes de son parti quand il n'était pas d'accord). Même s'il n'est pas un grand orateur, il parle aux gens avec sincérité et évite la langue de bois. Par ailleurs, lors du scandale des notes de frais des parlementaires britanniques qui avait éclaté en 2009, Corbyn s'était révélé être celui qui dépensait le moins parmi ses 649 collègues. Dans Londres, il circule à vélo (avec un casque) au grand régal des photographes. Cet ascétisme s'applique également à sa vie privée, qu'il garde jalousement et dont il refuse de parler estimant que cela n'apporte rien au débat public.

Tous ces facteurs l'ont propulsé en moins de deux mois en tête des intentions de vote avant le Congrès du parti travailliste qui se tiendra fin septembre 2015. Mais s'il accède finalement à la position de leader, la tâche ne sera pas aisée. Élu par la base, il n'incarne pas le choix des élus (parlementaires nationaux et européens) qui sont beaucoup plus blairistes et qui ont, ces dernières années, pris l'habitude de régenter le *Labour*. Des rumeurs de bidouillages du scrutin ou de « *coup* » de la part de ces hiérarques du parti ne cessent de surgir dans la presse ces dernières semaines.

Renaud Thillaye, du *Policy Network*, n'y croit guère : « *Ce n'est pas très réaliste. Les élus n'ont aucun intérêt à fragiliser davantage le parti. Par ailleurs, Corbyn a ses idées, mais c'est une personnalité consensuelle. C'est un homme responsable et qui veut l'unité du parti. On peut même imaginer qu'il fasse un "ticket" avec Andy Burnham ou qu'il annonce qu'il ne se présentera pas aux élections de 2020, car il n'a pas nécessairement l'ambition de devenir premier ministre.* » L'alternative serait une scission du parti travailliste, qui paraît tout de même difficilement envisageable dans un système politique qui demeure malgré tout un duopole entre *Tories* et *Labour*.

Avec cet « *effet Corbyn* », une question agite désormais la gauche britannique mais aussi européenne : cette poussée du candidat le plus progressiste au sein d'un parti social-démocrate

est-elle uniquement un phénomène national ou augure-t-elle d'un mouvement plus général ? Peut-on lier le surgissement de Corbyn aux succès de Tsipras en Grèce, de Podemos en Espagne ou à la popularité actuelle de Bernie Sanders dans la primaire démocrate ? « *Il faut rester prudent, mais je pense que l'on peut faire un lien entre Podemos, Syriza, Sanders, Corbyn et même les succès de la gauche en Amérique latine. Ces mouvements représentent la conjonction des changements socio-démographiques (une jeunesse mobilisée) et de la résistance aux politiques d'austérité qui dominent le paysage depuis la crise financière de 2008. Même s'il a gouverné de manière bien plus conservatrice, c'est Barack Obama qui a ouvert cet espace idéologique avec sa campagne de 2008 : mobilisation de la jeunesse et refus des politiques néolibérales* », indique Richard Seymour.

Philippe Marlière, lui, est plus prudent mais il estime quand même « *que Corbyn soit élu ou pas à la tête des travaillistes aura une incidence importante. Le débat sur l'orientation des politiques de gauche et contre l'austérité a été posé et continuera de l'être* ». Le parti travailliste britannique demeure une des plus anciennes organisations de gauche du monde démocratique. Il est à l'origine de deux des grandes orientations (certes contradictoires) de la gauche au XX^e siècle : l'État providence au début du siècle et la « Troisième voie » à sa fin. Qu'il épouse un leader comme Jeremy Corbyn ne saurait avoir aucun impact sur le reste des partis sociaux-démocrates.